



## 16ème législature

<b>Question N° : 10331</b>	De <b>M. Thibaut François</b> ( Rassemblement National - Nord )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique		<b>Ministère attributaire</b> > Transition écologique et cohésion des territoires
<b>Rubrique</b> > énergie et carburants	<b>Tête d'analyse</b> > Ingérences allemandes dans la filière nucléaire française	<b>Analyse</b> > Ingérences allemandes dans la filière nucléaire française.
Question publiée au JO le : <b>25/07/2023</b> Date de changement d'attribution : <b>12/01/2024</b> Question retirée le : <b>11/06/2024</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Thibaut François alerte M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur les ingérences de l'Allemagne dans la filière nucléaire française. Un rapport de l'Assemblée nationale en date du 6 octobre 2021 dénonçait déjà « la place centrale laissée au partenaire allemand » dans la décision de fermeture de la centrale de Fessenheim, « prise sous la pression, entre autres, du gouvernement allemand ». Tout d'abord, le débat avec l'Allemagne sur la taxinomie énergétique européenne a mis en lumière l'opposition de l'Allemagne à ce que le nucléaire soit classé comme énergie renouvelable, défendant au contraire le gaz, pourtant jugé 40 fois plus polluant par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). C'est tout le mix énergétique français, qui garantit une électricité à bas coût, qui est menacé. Par ailleurs, le parti allemand les Verts joue un rôle actif dans la déstabilisation de la filière nucléaire française, en finançant à hauteur de près de 50 millions d'euros par an la fondation Heinrich Böll, associée au Réseau Action Climat (WWF, Greenpeace, Amis de la Terre), partie prenante du réseau antinucléaire français : intrusions dans les centrales nucléaires françaises et opérations de désinformation (allant jusqu'à affirmer le nucléaire ne permettrait pas de gérer les pics de consommation hivernale) sont les pratiques courantes de ces organisation non gouvernementales (ONG). Face à la guerre économique de l'énergie que livre, à la France, l'Allemagne et les ONG écologistes pour préserver le marché allemand des énergies renouvelables (EnR), il souhaiterait connaître les mesures prises par le Gouvernement pour préserver la filière nucléaire française et la stabilité du mix énergétique du pays.